

Pourquoi ils ont engagé une « drôle de guerre », comme en 1939, pour que nous la perdions

écrit par Daniel Pollett | 20 août 2016



LA GUERRE N'EST PAS UNE AFFAIRE DE DROIT COMMUN

« *Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle.* »

Carl Schmitt (juriste, philosophe et intellectuel allemand catholique)

Depuis longtemps, l'islam introduit en France par des responsables et coupables qui devront répondre de leurs actes, a engagé contre les Français de souche ou de cœur une guerre de plus en plus visible, omniprésente, organisée, efficace et mortelle.

Depuis peu, le président de la République et son gouvernement se sont aperçus que nous sommes en guerre. En fait, ils ont engagé une « drôle de guerre », comme en 1939, ne combattant pas l'ennemi, ou tout au moins là où c'est le plus urgent et le plus vital, c'est à dire à l'intérieur de nos frontières même devenues (temporairement) uniquement symboliques.

Comme je l'ai déjà récemment écrit, nous ne sommes pas en

guerre contre l'État islamique, ni contre aucune des sous-sectes de l'islam, mais bien contre l'islam lui-même. Nous sommes en guerre contre lui en tant que pseudo-religion totalitaire, opposée de par ses écrits et ses pratiques à la démocratie, à l'égalité des hommes et des femmes, à la décision des lois par les hommes, à la laïcité, à la liberté de pensée, de religion et de culture... Et j'en passe ! Nous sommes en guerre, mais le gouvernement ne veut pas nommer l'ennemi, n'en citant du bout des lèvres que l'une des composantes qui n'est pourtant pas la seule à nous agresser. Il utilise un vocabulaire propre à noyer un poisson, lequel vocabulaire est élaboré de façon exponentielle suivant les besoins momentanés, s'enrichissant à mesure que ces besoins augmentent : islam, islamistes, islamistes modérés, islamistes radicaux, islamistes extrémistes, islamistes radicalisés, voire une association de plusieurs des adjectifs... En fait, l'islam se rit de ces circonvolutions sémantiques ne trompant que les gogos qui le veulent bien ! Il n'y a qu'un seul islam, celui de toujours depuis sa création, égal à lui-même et incapable de la moindre évolution, contrairement au christianisme.

Ainsi donc l'on peut observer en France, en Allemagne et ailleurs, la multiplication des agressions de l'islam contre lequel notre gouvernement ne se prétend en guerre qu'avec une partie, lointaine bien qu'exportant jusque chez nous ses combattants. Mais point même un besoin indispensable de ceux-ci : les combattants de l'islam se trouvent par légions dans les banlieues et même dans les villages ; si tous ne sont pas des terroristes mortels, tous sont des terroristes du quotidien, imposant la charia par ci, le voile par là, abusant, insistant, exigeant le halal, le sans-porc, la séparation des sexes pour les soins ou dans les piscines, insultant, menaçant... Leur curriculum-vitae s'enrichit des larcins, des vols, des viols, des trafics, de l'intimidation et même de l'influence politique... Le titre honorifique étant le premier séjour en prison, prélude au pire et confirmation

de notoriété et d'exemplarité communautariste. Presque tous les terroristes ayant déjà assassiné étaient déjà connus de la police, fichés « S », déjà condamnés et libérés avant l'heure ; les autres étaient plutôt connus comme des musulmans exemplaires, « modérés », polis avec leurs voisins, sans histoires et probablement « radicalisés » en un instant par et à cause d'Internet.

Par ailleurs, constatons que toutes les idéologies ont chacune comme objectif et comme point de convergence commun la domination mondiale : l'islam veut établir un califat mondial, les anarcho-gauchistes ne pensent qu'à tout détruire pour établir une société sans États, les socialo-communistes veulent établir une internationale dont on a déjà vu les résultats en U.R.S.S. et Europe de l'Est, en Chine, à Cuba, au Cambodge, au Vietnam, en Corée du Nord... Les libéraux et autres gens de droite agissent pour cette « mondialisation » dont nous goûtons les prémices dans l'Union européenne avec ses cortèges de perte des racines et des valeurs, de chômage, de délocalisations et d'assistantat outrancier. Toutes ces idéologies ont donc pour intérêt et objectif communs la mondialisation dans le sens le plus large, laquelle s'accompagne de l'islamisation sans retenue puisque qui dit islam dit soumission (c'est le même mot) à cet ordre multi-idéologique ayant pour ambition de détruire les Nations, les civilisations, les cultures et les peuples. Notons que le fascisme et le nazisme ont été surtout interdits afin de laisser la place à ces autres idéologies prétendant refaire le monde et créer un homme nouveau. Notons aussi qu'aucune vraie religion de nature spirituelle ne prétend dominer le monde et exclure toutes les autres.

Observons aussi que les seuls partis politiques défendant l'idée de Nation, de Patrie et d'identité de peuple sont ceux que l'ensemble des politiciens participant à la mondialisation, quelles que soient leurs idéologies, qualifient d'extrême-droite. Une fois jetés les anathèmes de

« fascistes », « racistes », « xénophobes » et quelques autres, plus besoin de réfléchir, voilà les patriotes qualifiés à l'usage des simplets -et il y en a encore beaucoup.

Comment donc un gouvernement non composé de patriotes pourrait-il défendre la Patrie, notre République, notre civilisation, puisqu'il est composé d'individus œuvrant par pure idéologie à laquelle s'ajoute le plus souvent un intérêt personnel ? Or, les idéologies éloignent du patriotisme, de l'idée de Nation, de civilisation et de république (le Bien Commun) comme il est décrit précédemment. Ces idéologues de pacotille ne peuvent donc faire une vraie guerre à ce qui sert si bien leurs idées. Voici pourquoi ils ont engagé une « drôle de guerre », comme en 1939. Voici pourquoi ils persistent à désarmer les citoyens, les patriotes. Voici pourquoi ils persistent à traiter les multiples combats de la guerre contre l'islamisation comme des affaires de droit commun. Cette guerre contre l'islamisation est celle du quotidien : légitime défense contre des racailles islamisées, batailles de rues, ou de plages comme à Sisco, défense contre les attentats, étant toutes objets d'enquêtes criminelles. A-t-on déjà vu la police enquêter dans les tranchées de Verdun ou sur les plages du Débarquement ? Cela serait une absurdité communément reconnue comme telle. Mais les idéologies ont transformé la guerre contre l'islam en une affaire de racistes et donc de droit commun. Voici pourquoi deux Corses de souche se sont retrouvés en garde à vue alors qu'ils ont défendu leurs agressés par des individus armés. Souvenons-nous que le « gouvernement » de Vichy traitait les actions de la Résistance comme des affaires de droit commun.

Notre gouvernement actuel, inféodé à l'Union européenne et de ce fait n'étant plus décisionnaire des grandes ou des petites orientations, n'est même plus en état de décider de ce qu'est la situation exceptionnelle dans laquelle nous sommes, ni évidemment de prendre les mesures urgentes et nécessaires. Les

élus du peuple ne sont plus souverains. L'idéologie socialiste au pouvoir et l'idéologie mondialiste représentée par l'Union européenne trouvent toutes deux leur compte dans cette affaire. Empêtré dans les idéologies de la gôche et prisonnier des décisions du poivrot de Bruxelles, le gouvernement ne décide de rien, sauf pour empêcher les citoyens de défendre leur famille et les patriotes de défendre la Patrie.

Qu'il soit bien clair que le patriotisme n'est pas une idéologie, c'est l'attachement humain, charnel, moral et spirituel des individus envers le lieu et le groupe auxquels ils appartiennent, répondant ainsi à un besoin naturel d'appartenance, lequel, fort bien décrit dans la Pyramide de Maslow, a prévalu depuis la nuit des temps. Et ce ne sont pas des idéologies mortifères, purement théoriques et contre nature qui changeront l'humanité.